

Trump et Musk au pouvoir, une nouvelle phase du capitalisme ?

L'arrivée de Trump et de Musk à la tête du pays le plus riche, le plus armé, le plus puissant de la planète, c'est certes le renforcement partout des conservatismes réactionnaires autoritaires et aussi un élargissement des idées d'extrême-droite dans le monde à partir de ce bastion dominateur et impérialiste. Mais ceci ne suffit pas pour essayer de comprendre et caractériser la période qui s'est ouverte avec cette survenue brutale et qui déstabilise déjà nombre de pays et de régions sur les cinq continents.

Pour essayer de faire vivre la réflexion, on peut interroger cette nouvelle situation en l'abordant par plusieurs approches.

I – Donald Trump, ou la peur du déclassement.

Un fil directeur semble avoir conduit Donald Trump durant toute sa campagne électorale et lui a permis de gagner largement, parvenant à convaincre nombre d'électeurs et d'électorices : celui de la crainte de la perte de l'hégémonie des États-Unis sur le monde, laquelle hégémonie se répercute ensuite sur le niveau de vie de chaque citoyenne et de chaque citoyen des USA. Le slogan Make America Great Again (MAGA) (qui pourrait aussi être traduit « USA über alles ») a été compris comme le discours populiste d'une promesse de retour à un âge d'or passé et mythifié. C'est donc aussi la marque d'une peur d'une puissance ayant le sentiment d'être en perte de vitesse.

Il y a dans cette aspiration une volonté de retrouver une totale indépendance financière, alors que le pays, vu du reste de la planète, paraît plutôt bien installé, particulièrement du fait de la prééminence du dollar comme première monnaie internationale. Cette aspiration va avoir des conséquences très dures sur les choix budgétaires : il faut continuer de baisser les impôts et continuer de maîtriser le déficit budgétaire par une baisse plus importante des dépenses publiques. Il faut réduire la dette publique et en réduire le coût car le financement étranger de ce déficit rend les USA dépendants de l'épargne étrangère, car si les Chinois, les Japonais et les Britanniques, les trois premiers créanciers de la dette publique américaine, décidaient de placer leur épargne ailleurs, ce serait dangereux pour les USA. Il faut donc que le dollar continue d'être la première monnaie mondiale.

La mentalité d'assiégés portée par les MAGA les conduit aussi à vouloir réduire également toute forme de dépendance commerciale. Chaque dollar d'importation est considéré comme un dollar perdu, il faut donc produire plus aux USA, importer de moins en moins et exporter de plus en plus. Chaque importation est vue comme une subvention payée à l'étranger qui conduit en plus à une diminution d'emplois dans le pays. Les menaces sur les droits de douane servent à « rééquilibrer » les déficits commerciaux actuels. Par contre, s'ils entrent effectivement en application, ceci aura un effet inflationniste important sur les prix pour les consommateurs à l'intérieur des USA, ce qui rendra la vie au quotidien difficile pour nombre de citoyennes et de citoyens, dont probablement nombre d'électeurs et d'électorices de Trump.

C'est certainement sous cet angle qu'il faut comprendre la politique impérialiste et d'accaparement exprimée par Trump à l'égard des richesses minières du Canada, du Groenland et même de l'Ukraine qui serait ainsi « taxée » pour rembourser ce que les USA viennent de lui envoyer pour mener « sa guerre » contre Poutine. La conséquence, c'est aussi la volonté d'exclure la Chine du canal de Panama : s'approprier de nouvelles terres, de nouveaux territoires, un nouvel « espace vital » considéré comme indispensable par cette politique visant à maintenir et renforcer la domination des USA et la prospérité des Américains.

II – Un électorat trumpiste majoritairement réactionnaire.

Malgré son comportement individuel fort peu « exemplaire », Trump a su attirer vers lui les votes d'une grande majorité des évangéliques. Les évangéliques représentent plus de 30% de l'électorat et constituent la principale base politique de Donald Trump. Les évangéliques sont des protestants qui se distinguent des églises protestantes historiques (calvinistes et luthériennes) dans leur rapport à la Bible dont ils font une interprétation plus littérale. C'est ainsi que certains groupes évangéliques rejettent les théories de l'évolution et estiment que la terre a été créée il y a quelques dizaines de milliers d'années, comme il est écrit dans l'Ancien testament. Aujourd'hui, ils seraient un peu moins de 100 millions aux États-Unis sur une population totale de 310 millions d'habitants. Plus de 70% d'entre eux sont des blancs, et ils sont souvent très pratiquants. Lors des dernières élections qui ont porté Trump au pouvoir, 81% des évangéliques blancs qui ont voté ont voté pour Trump. Ils ont voté pour le programme de

Trump : l'opposition à l'avortement, le maintien de signes religieux chrétiens dans l'espace public, la défense de la famille traditionnelle, la lutte contre les droits des personnes homosexuelles et une hostilité dirigée contre les personnes transgenres. Donald Trump et certains pasteurs ou certaines communautés évangéliques ont par ailleurs un point commun, leur rapport à la vérité, aux faits : leurs rapports à la raison, à la science, aux faits reconnus sont souvent très problématiques. Par ailleurs, quand, le 24 juin 2022, la Cour suprême mettait fin à l'arrêt Roe Vs Wade de 1973 qui garantissait le droit d'avorter sur tout le territoire, chaque État devenait libre d'interdire ou d'autoriser l'I.V.G. Et ceci a été possible car Trump avait nommé des juges très conservateurs, comme Madame Amy Barret, à la Cour suprême. Cette révocation a accéléré l'enthousiasme des évangéliques dans leur soutien à Trump. La religiosité des États-Unis est encore très importante et pèse beaucoup lors des élections politiques.

III – La liberté d'expression, la liberté qui doit dominer.

Avec l'extrême médiatisation de Trump, nous sommes nombreux à avoir découvert une nouvelle façon de mentir « franchement » à tout le monde. Nous savions déjà « *qu'on ne nous dit pas tout* », voire que des gouvernements nous mentent. Mais la façon dont procèdent ces idéologues « nouveau style », là, c'est au-delà de tout. Les fausses nouvelles sont des opinions aussi valables que les vérités avérées. Aux États-Unis, depuis les années 1970, la Cour suprême défend une conception très large de la liberté d'expression. C'est aujourd'hui une jurisprudence qui permet aux réseaux sociaux d'Elon Musk ou de Mark Zuckerberg de diffuser massivement des informations non vérifiées, voire délibérément fausses.

Pour s'autoriser de telles entorses, les partisans du mensonge organisé disent se rattacher aux « Pères fondateurs » des USA et aux valeurs fondamentales qui ont fait « l'Amérique ». La Constitution américaine, toujours en vigueur aujourd'hui, a été adoptée le 17 septembre 1787 et est entrée en vigueur le 4 mars 1789. Elle a été amendée à plusieurs reprises, notamment par le Premier Amendement adopté le 15 décembre 1791. Quelques lignes du premier amendement de la Constitution des États-Unis disposent que « *le Congrès n'adoptera aucune loi (...) pour limiter la*

liberté d'expression ». Depuis 1791, ces lignes garantissent cette liberté fondamentale, avec la liberté de religion, la liberté de la presse, la liberté de réunion et le droit d'adresser des pétitions au gouvernement. Aux temps des absolutismes politiques et religieux, ces garanties faisaient de cette jeune République l'une des plus libres au monde (on sait que c'est le Deuxième Amendement, adopté le 15 décembre 1791, qui édicte « *le droit du peuple de détenir et de porter des armes ne doit pas être transgressé* »).

Cette liberté d'expression, constitutive de l'identité américaine, est devenue un enjeu important où se mêlent idéologie, intérêts économiques, manipulations, remise en cause de médias traditionnels et forte poussée de la désinformation. C'est en s'appuyant sur leur interprétation de cet amendement qu'Elon Musk pour X (anciennement Twitter) et Mark Zuckerberg pour Meta (Facebook et Instagram), et aussi le Parti Républicain, se posent en défenseurs intraitables de la liberté d'expression et en pourfendeurs des « censures ». Dès 2022, en s'emparant de Twitter, Elon Musk se présentait comme un « *absolutiste de la liberté d'expression* ». C'est le « *free speech* ». « Normalement », l'incitation à la violence, l'incitation à commettre des actes illégaux,

l'obscénité, etc., ne sont pas protégées par la Constitution, la liberté d'expression devrait donc, au moins, connaître ces limites. Nous voyons que, pour le moment, il n'y a pas de limites. C'est avec ce regard que ces personnes mettent aujourd'hui en cause les démocraties en Europe et ailleurs du fait des limites que ces pays veulent imposer aux réseaux sociaux et aux plateformes. Il faudrait approfondir la réflexion car il est possible que la réalité soit plus prosaïque : les propriétaires de X, de Facebook, d'Instagram, etc. et de toutes les plateformes numériques savent qu'ils ont entre leurs mains, pas seulement des outils de

communication, mais des technologies qui remodelent activement la façon dont nous percevons et interprétons la réalité. En étant à la tête d'instruments utilisés du pôle Nord au pôle Sud, sur les cinq continents et sur tous les océans, ils ont un pouvoir énorme sur ce qui entre dans l'esprit de milliards de personnes. Ils veulent disposer de ce pouvoir sans limites. Les possibilités d'un quelconque contrôle étatique sont donc à proscrire, tout comme la moindre volonté de régulation. Et, pour ce faire, l'amendement américain sur la liberté d'expression est bien utile.

IV – Des « libertariens » au pouvoir.

La primauté absolue donnée à la liberté d'expression, liberté contre laquelle ne peut être mise en place aucune restriction, est un principe qui se retrouve dans la philosophie politique dite du libertarisme, un monde auquel nous allons certainement devoir nous habituer, et qui n'a rien à voir avec le monde libertaire, absolument rien à voir.

Historiquement, c'est un peu le prolongement du libéralisme classique de John Locke (1632-1704) projetant la logique du marché dans toutes les sphères de la vie sociale et faisant de la défense des libertés une lutte incessante contre l'État. Les libertariens prônent une idéologie du laissez-faire et s'opposent à l'impôt, à l'interventionnisme économique, aux services publics. La souveraineté individuelle devrait conduire à un État réduit à sa forme minimale, voire à un non-État. La Constitution américaine du 17 septembre 1781 reflète cet esprit en limitant le rôle de l'État aux fonctions essentielles : légiférer, interpréter les lois et défendre la nation. Le libertarisme américain trouve ses bases dans les années 1770-1840, avec notamment un Parti républicain anti-fédéraliste, anti-étatiste, isolationniste et ardent défenseur des libertés individuelles, qu'il faut comprendre comme la liberté des plus forts de dominer les plus faibles. Plus récemment, Friedrich Hayek (1889-1992), de l'école d'économie autrichienne, a relancé cette idéologie en affirmant que la figure de l'entrepreneur constitue la véritable force motrice de l'économie, c'est-à-dire la seule vérité utile. Ces concepts se retrouvent maintenant dans les principes qui animent la Silicon Valley, où l'on glorifie les dirigeants-créeurs et la liberté d'entreprendre. La romancière Ayn Rand (1905-1982) a écrit deux best-sellers, presque aussi lus que

la bible aux USA, livres où elle prône un « égoïsme rationnel » rejetant toute forme de coercition. Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale des États-Unis, était un adepte des théories d'Ayn Rand. Pendant un temps, les partisans du Tea Party ont redonné de la visibilité aux thèses libertariennes. Murray Rothbard (1926-1995) est encore plus radical : pour lui, l'État doit être totalement aboli et ses fonctions confiées au marché puisque la propriété est le fondement de tous les droits. Il est certain qu'avec une telle vision du monde, les règles démocratiques (un homme, une femme, une voix) sont mises au placard : la règle, c'est une action une voix, et le pouvoir est à celles et ceux qui sont les plus gros actionnaires, les plus riches, qui dominent les marchés. Toute intervention publique est condamnée, et les « parasites », c'est-à-dire les élus et les fonctionnaires, qui vivent aux dépens de la société sans produire ni échanger, doivent être supprimés. Toute obligation de protection collective doit être rejetée afin de préserver et responsabiliser l'individu. Ce sont là des discours que nous avons déjà entendus, et pas qu'aux États-Unis.

Aujourd'hui, ce courant politique est influent. Il se manifeste par des publications, des revues, des think tanks influents. Plusieurs milliardaires de la Silicon Valley adhèrent à ce courant idéologique alliant libertarisme et conservatisme américain. On y trouve le vice-président actuel JD Vance, 50^e vice-président des États-Unis depuis le 20 janvier 2025. Il s'est fait élire une première fois sénateur républicain de l'Ohio en 2022. Durant son mandat, il s'est affiché néoréactionnaire, conservateur nationaliste radicalisé et d'extrême droite. Il a promu des politiques très conservatrices, notamment sur la famille. Il s'est opposé fortement

à l'aide militaire américaine à l'Ukraine. Elon Musk relève aussi de ce courant de pensée. Actuellement à la tête du « Département de l'Efficacité Gouvernementale » (DOGE), il dispose d'un pouvoir énorme et, apparemment, sans contre-pouvoirs effectifs. Il a déjà viré des centaines de milliers de travailleurs du secteur public, démantelant les institutions collectives au profit d'une privatisation généralisée. Musk, selon ses biographes, s'est radicalisé progressivement jusqu'à devenir d'extrême droite, notamment de par son complotisme, son virilisme, son racisme et son soutien à plusieurs partis d'extrême droite européens et ses liens avec des suprémacistes blancs. Il s'est engagé aux côtés de Donald Trump tant pour sa détestation du progressisme et des valeurs transmises par le « virus woke » que pour son opposition aux volontés régulatrices des progressistes quant aux nouvelles technologies. Peter Thiel, un autre milliardaire (avec Paypal et LinkedIn, etc.) également libertarien, a aussi une influence importante, étant un proche conseiller de Trump depuis 2016. Pour illustrer le personnage, on peut reprendre ce qu'il écrivait déjà dans un article publié en 2009 « *L'Éducation d'un libertarien* » où il expose ses idées politiques : « *Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles ... la liberté humaine authentique est une condition sine qua non du bien absolu. De même, le capitalisme et la démocratie sont devenus incompatibles depuis que les femmes ont obtenu le droit de vote* ». La liste des milliardaires libertariens influents et par ailleurs très importants donateurs lors de la campagne pour Donald Trump est conséquente. Tous ces fonds, toutes ces puissances financières, tous ces centres économiques et financiers pèsent aujourd'hui et contribuent à faire de ce genre de pensée une nouvelle norme. C'est la « droite tech » qui représente désormais un nouveau pouvoir politique particulièrement efficace. En septembre 2024, Peter Thiel déclarait : « *Nous voyons décroître la capacité des États à réaliser de grandes choses. Mais nous ne parvenons pas à imaginer ce qui pourrait les remplacer. C'est ce qui m'intéresse dans le libertarisme : cette idée qu'on peut*

échapper à la politique ». Quand nous voyons de très riches particuliers avoir plus de moyens financiers que nombre d'États membres de l'ONU, quand nous constatons que les dirigeants politiques « des grands pays » courtisent les propriétaires de ces fortunes et ouvrent leurs pays à leurs richesses et à leurs désirs, nous pouvons nous dire que nous avançons tout doucement vers ce nouveau monde. Et tout s'éclaire : la liberté de circulation des capitaux et l'existence de territoires off-shore permettent aux plus riches d'échapper aux impôts et aux réglementations, et donc de devenir toujours de plus en plus riches, pendant que les États ne cessent de baisser les taxations de ces plus riches pour « attirer les investissements, etc. » et ne cessent donc de réduire leurs moyens d'agir. Ensuite, ces plus riches disposent de plus de moyens financiers que des États, lesquels se révèlent de plus en plus incapables de régler effectivement les problèmes qui se posent à leurs populations. Les libertariens interviennent alors pour asséner le coup de grâce. Toutes les réglementations, toutes les régulations sont des paperasseries, des bureaucraties qui entravent l'initiative créatrice des créateurs. Les Droits de l'Homme, les droits sociaux, tout ceci est à bannir comme autant de blocages imposés aux sociétés et qui viennent limiter la liberté individuelle.

L'historien canadien Quinn Slobodian sonne l'alerte dans son récent livre « *Le Capitalisme de l'apocalypse* ». L'ennemi, pour les très riches, c'est l'État-nation, créateur d'impôts et distributeur de subventions pour le peuple (les assistés). La solution, pour ces mêmes riches, c'est de faire sécession dans des résidences fermées, ou, mieux, des îles artificielles, ou des plateformes flottantes arrimées en haute-mer. Nous allons voir fleurir des villes privées régies par les entreprises de ces milliardaires, des zones économiques spéciales, des ports francs, des parcs d'affaires, des « Gaza-city » un peu partout, comme des Hongkong, des Singapour, des Dubaï où l'entre riches se cultive. Et si ça ne suffit pas, il est aussi prévu de faire pareil sur Mars, voire au-delà.

V- La convergence des intérêts de la pétrochimie et des nouvelles technologies.

Nous savons qu'il y a des liens entre les évolutions technologiques, les principales découvertes, et l'évolution des rapports sociaux, l'évolution des sociétés humaines, l'évolution des rapports entre les groupes sociaux, les peuples, les

nations, les États. Le capitalisme de l'ère industrielle a connu plusieurs phases. Il est probable qu'avec l'arrivée de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'Intelligence Artificielle (IA), nous sommes entrés dans une

nouvelle phase du développement capitaliste. L'IA, pour fonctionner, a certes besoin de matière grise immatérielle, ce qui conduit déjà à une concurrence accrue entre les principales universités au niveau mondial, et à des tensions entre groupes pour s'approprier des cerveaux convoités par les investisseurs qui spéculent sur des rendements financiers exponentiels.

Mais l'IA, pour tourner, a aussi besoin de beaucoup d'énergie, de beaucoup d'électricité pour alimenter des infrastructures énormes. Les secteurs de l'énergie s'enthousiasment de ce nouvel Eldorado. C'est ce qui explique le discours de Trump (« Forez, bébé, forez ») qui annonce une phase de relance de l'exploitation des gaz de schistes et des réserves pétrolières qui demeurent encore sur le vaste territoire des USA. Les entreprises de ces secteurs et leurs actionnaires sont eux aussi aux anges. Et pour que toutes ces entreprises tournent à plein régime, il ne faut pas être contraints et limités par des « normes » environnementales et des réglementations de tous ordres qui sont présentées comme autant de bureaucratie néfaste, de paperasserie inutile qui freinent l'innovation, le développement et la croissance, et l'explosion du bonheur qu'est toujours plus de consommation. C'est ainsi que nous sont présentées les orientations idéologiques de ces nouveaux maîtres à penser. En France, c'est connu depuis longtemps « *on n'a pas de pétrole, mais on a des idées* ». Macron fait aussi des avances aux « investisseurs », c'est-à-dire, se met aussi au service des maîtres du monde économico-financier. Le 10 février 2025, lors du Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle de Paris, Emmanuel Macron a mis en avant la robustesse énergétique de la France grâce à une énergie « sobre en carbone », l'énergie nucléaire. La France peut donc localiser beaucoup d'énormes data centers. En réponse à Trump, il lance « Branchez, bébé, branchez », branchez-vous sur le réseau électrique nucléaire français et achetez des centrales nucléaires, celles dont la France est la spécialiste.

L'IA a également besoin de beaucoup de métaux rares pour ses semi-conducteurs. Il y a quelques siècles, les investisseurs traversaient les mers à la recherche des épices, à la quête, toujours, de l'or, et c'est ainsi que des navigateurs ont traversé les océans, que des « compagnies » ont mis le pied sur de nouveaux territoires, que des peuples ont été décimés pour pouvoir accaparer au

moindre coût leurs richesses. Aujourd'hui, pour alimenter l'espérance en des « rendements sur investissements » fabuleux, c'est avec l'IA qu'il faut compter. Les vastes espaces du Canada, du Groenland, de l'Ukraine, et d'autres territoires demain, peuvent donc être offerts aux investisseurs qui investissent « pour notre avenir ». Car, en même temps, l'IA est présentée à toutes les opinions publiques comme la réponse à tout, la réponse à toutes les difficultés actuelles du monde.

L'IA a aussi besoin de beaucoup d'eau, d'énormément d'eau pour réfrigérer les data centers. Ça va être une autre dimension que les besoins en eau des piscines de luxe, des terrains de golf, des méga-bassines pour l'agro-industrie et pour la neige artificielle dans les stations de sports d'hiver atteintes par le réchauffement climatique. Ça va concurrencer, dans les « priorités nationales », les besoins en eau des centrales nucléaires qu'il faut aussi refroidir.

Pendant la prochaine décennie, les capitaux à la recherche de rendements élevés vont donc se tourner vers tous ces secteurs qui vont connaître un développement important. Et toutes les politiques publiques vont être affectées à ces nouveaux objectifs. Il nous est déjà dit que « pour rester dans la course », pour « continuer d'exister dans le monde », il faut, sans tarder, investir dans cette direction et se mettre « en ordre de bataille ». Le capitalisme dominant de demain, c'est là qu'il se trouve.

Aux USA, le rapprochement entre Trump et Musk illustre bien cette convergence des intérêts de la pétrochimie (Trump) et des nouvelles technologies (Musk). Et c'est l'espoir dans de nouveaux profits qui a fait basculer assez rapidement la plupart des dirigeants de la Silicon Valley (Californie) qui nous étaient présentés comme des partisans des Démocrates en ardents soutiens des Républicains, *versus* Trump. Et l'alliance entre Trump et Musk représente une force de frappe qui doit déjà probablement pétrifier pas mal de résistances potentielles nationales aux USA et internationales : pour espérer des marchés publics, pour espérer des commandes, pour éviter des mesures de rétorsion, pour garder son emploi, son poste, son job, son statut social, mieux vaut se montrer conciliant avec le pouvoir. C'était souvent vrai hier ; ça va le rester demain. La collaboration a de beaux jours devant elle.

VI – La loi du plus fort contre la démocratie et les démocraties.

On se dit, Trump, il a été élu. Et on voit tout de suite qu'une élection, ça ne peut pas suffire pour définir un système politique démocratique. Et on constate que Musk, un des hommes ayant le plus de pouvoir au monde aujourd'hui, lui, n'a même pas été élu. Il n'a pas non plus été confirmé par le Sénat (comme les secrétaires d'État doivent l'être). Cet « employé spécial du gouvernement » est pourtant au centre de la politique états-unienne depuis le 20 janvier 2025, depuis qu'il a été nommé à la tête du Doge, le département de l'efficacité gouvernementale, organisme créé sur mesure par Trump pour Musk. Le journal *The Guardian* note, dans un article du 4 février : « *Désormais aussi important que le président lui-même, Musk a commencé à faire usage de ce pouvoir en prenant des décisions qui pourraient affecter la santé de millions de personnes en accédant à des données personnelles très sensibles et en attaquant tous ceux qui s'opposent à lui* ». L'une des premières victimes a été US Aid, l'Agence américaine pour le développement international : son siège à Washington a vu déferler des membres de l'équipe de Musk avec pour objectif de s'emparer du système informatique de l'agence. Il a été fait de même avec les informations de Medicaid, le programme d'assurance maladie pour les plus démunis. Avec Musk, qui semble avoir, de fait, un grand pouvoir dans le domaine de la politique intérieure des USA, mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade. Nous savions déjà que les gouvernants au service du système capitaliste étaient très généralement faibles contre les riches, voire serviles, et forts et inflexibles à l'égard des pauvres. En France, depuis 2017 et l'arrivée d'Emmanuel Macron, nous avons une version un peu plus brutale et cynique que celle de ses prédécesseurs : nous avons les lois et le mépris affiché sans complexes. Avec Trump et Musk, c'est très brutal, violent, rapide et dévastateur. Avec le néolibéralisme, l'État était devenu prestataire de services pour les marchés financiers et les multinationales, garantissant toujours et partout la primauté du droit de propriété, notamment par un cadre favorable à la « concurrence libre et non faussée ». Mais l'État conservait encore une relative autonomie formelle, jouant encore parfois un rôle d'arbitre, arbitre qui favorisait toujours les mêmes en sacrifiant les protections sociales et les services publics sur l'autel de la compétitivité. Le projet libertarien va beaucoup plus loin, il ne s'agit plus seulement de mettre l'État au service du marché, mais de fusionner totalement le pouvoir

économique et le pouvoir politique : c'est celui qui possède qui gouverne. L'État n'est plus soumis aux marchés mais absorbé par les intérêts privés. Le politique est annexé par le capital. Le capital devient l'État, une autorité souveraine qui ne répond plus qu'à elle-même. Nous sommes désormais bien au-delà d'une simple privatisation de secteurs publics pour en tirer un maximum de profits privés. Musk n'est pas face à des institutions publiques, mais face à ses followers, ses abonnés. L'opinion des masses connectées remplace les mécanismes de contrôle démocratique. Ce que nous voyons se dessiner, c'est peut-être le « fascisme » à venir : une fusion de l'État et du capital, un pouvoir concentré entre les mains d'une oligarchie sans contre-pouvoir. Une société où les citoyens sont surveillés en permanence par des algorithmes et ne sont plus que des figurants dans un espace privatisé où la démocratie est devenue un spectacle. Les seigneurs de la Silicon Valley n'ont plus besoin de l'État tel qu'il existait hier. Ils sont en train de le remplacer.

Avec Trump, la loi du plus fort va aussi s'appliquer au plan des relations internationales. Nous avons déjà vu le couple s'afficher en soutien aux partis d'extrême-droite dans plusieurs pays en Europe et s'immiscer sans vergogne même dans les campagnes électorales pour louer les mérites de partis ouvertement racistes et xénophobes. Depuis le 20 janvier 2025, tout ceci s'accélère. Désormais, le gouvernement des États-Unis met en place des liens privilégiés avec les pouvoirs forts des pays militairement, financièrement et économiquement forts. Il autorise Benjamin Netanyahu à continuer de raser Gaza pour qu'ensuite les investisseurs immobiliers, états-uniens et autres, puissent disposer d'une terre rénovée apte à accueillir tout ce qui pourrait faire un nouveau paradis au soleil du littoral méditerranéen. Dans le conflit en Ukraine, c'est le pays agressé, l'Ukraine, qui est désormais qualifié de pays à l'origine de la guerre. Les prochaines semaines nous diront, si rien ne survient pour arrêter ce processus, si nous assistons à la mise en place d'un nouveau partage du monde entre les principaux impérialismes. À ce jour, cet accord semble concerner principalement les États-Unis de Trump et la Russie de Poutine. Le marchandage pourrait être que chacun autorise l'autre à s'assurer un glacié de sécurité, l'existence d'États tampons à ses frontières, États vassalisés ou carrément accaparés avec l'autorisation de l'autre. La Russie en récupérant ou en neutralisant plus ou

moins une partie de l'Europe qui était sous la coupe de l'URSS (pas seulement l'Ukraine, mais probablement d'autres États, voire des États aujourd'hui membres de l'Union Européenne), les États-Unis en protégeant leur frontière au nord, avec une installation au Canada comme au Groenland et, au sud, avec un contrôle sur le

Mexique et jusqu'en Amérique centrale, l'ancien golfe du Mexique devenant une *mare nostrum* états-unienne. Et peut-être demain, le même arrangement se fera avec la Chine qui pourra disposer de Taïwan et d'archipels au large de ses côtes. Si c'est le business qui prime partout, les conséquences vont vite apparaître.

VII – L'incapacité des gauches à faire vivre une alternative politique.

Depuis très longtemps, nous savons qu'ils sont forts parce que nous sommes faibles. Au plan politique, « les gauches », que ce soit le « modèle communiste », la social-démocratie, voire l'écologie politique, se révèlent incapables à faire vivre une alternative politique. C'est très net en France : depuis le « tournant de la rigueur » de juin/juillet 1982 qui a vu le gouvernement « socialo-communiste » se plier face aux injonctions de la Bundesbank d'Allemagne et de la finance déjà internationalisée et les directions syndicales suivre le plus souvent les glissements progressifs des reculs idéologiques, le « monde ouvrier » s'est progressivement retrouvé seul face à un environnement de plus en plus agressif. La libre circulation des capitaux a accentué l'avantage des détenteurs de capitaux sur les apporteurs de travail. Certes, nous avons toujours en objectif le cri de ralliement « prolétaires de tous les pays, unissez-vous », mais nous en voyons les difficultés au quotidien.

La nouvelle situation dans laquelle nous entrons va rendre les résistances encore plus difficiles. Progressivement, le pouvoir ne réside plus dans le contrôle des corps et des esprits, mais dans sa capacité à moduler les états de conscience de populations entières. Les plateformes numériques se révèlent être, non seulement des outils de communication, mais aussi des technologies hypnotiques qui modifient la façon dont nous percevons et interprétons la réalité. Les évolutions semblent aller maintenant au-delà des « fake news » et de la « post-vérité ». Le contrôle s'exerce aussi en multipliant les récits au point que tout point fixe devient impossible. Il est probable que le développement de l'Intelligence artificielle va accentuer l'accaparement des cerveaux et des intelligences par les propriétaires des plateformes. L'autoritarisme technologique oblige à penser d'autres formes de résistance.

Dans une telle situation, les résistances sont totalement désemparées. À quoi bon continuer d'opposer des arguments rationnels, des données et un raisonnement logique, alors que l'adversaire agit sur les états de conscience et s'est mis en mesure de contrôler les imaginaires. La rationalité fondée sur la responsabilité est devenue un enfermement qui rend incapable de générer d'autres imaginaires collectifs capables de mobiliser désir, croyance, espoir et engagement.

Pour autant, nous savons que l'histoire n'est jamais terminée. Hitler pensait installer la suprématie de l'Allemagne nazie pour mille ans. Nous pouvions penser que la dictature des Bolchéviks sur de nombreux peuples durerait encore des décennies. Nous savons que le capitalisme n'a pas toujours existé et que, DONC, d'autres mondes sont possibles. Actuellement aux États-Unis, il semble que l'opposition démocrate officielle soit KO debout. Les plus lucides s'interrogent peut-être sur leurs erreurs accumulées depuis trop d'années pour avoir autant perdu dans la confiance que leur faisait une partie de la population populaire. Mais des résistances paraissent parmi les personnels actuellement virés. Des bouleversements ont été opérés à la tête du Pentagone. Il est probable que s'installe une relative inertie du système. Progressivement, les fractures et les attaques tous azimuts vont se heurter au monde réel. Au plan international, les renversements soudains d'alliances modifient totalement les rapports de force et obligent à des repositionnements inattendus.

Tout ceci nécessite une réflexion du mouvement syndical sur la stratégie à adopter pour essayer d'anticiper un peu ce qui peut nous arriver et décider de nos priorités.